

505 L M 2 B 2 / 2

6111-5

(1939)

Envoi des avis d'amortissement - Suppression

(s) CD 7.11.39 18 VII

Envoi des avis d'amortissement - Suppression

7 novembre 1939

QU. VII - Envoi des avis d'amortissement

(s) p. 18

M. GOY ...

on
propose de supprimer l'envoi des avis d'amortissement aux titulaires de certificats nominatifs. Je suis tout à fait d'accord; d'ailleurs, on l'avait déjà fait en 1914. Mais j'appelle votre attention sur le point suivant : il ne faudrait pas que cette suppression d'envoi des avis d'amortissement empêche de porter la mention des titres amortis sur les certificats nominatifs. Lorsqu'on présente, à l'échéance, un certificat nominatif pour toucher les intérêts, si certains des titres portés sur ce certificat sont amortis, on l'estampille en conséquence : il ne faudrait pas supprimer cet estampillage.

M. GRIMPRET - Si l'on supprime l'avis d'amortissement, le propriétaire du certificat ne sera pas prévenu.

M. GOY - Il le sera précisément par l'estampillage porté sur son certificat.

M. GRIMPRET - Mais il sera prévenu trop tard, car il se peut qu'il ne présente pas en temps utile son titre à l'estampillage.

Ce sera
M. GOY. - ~~C'est~~ alors de sa faute.

que ce soit là une faute.
M. GRIMPRET. - Si tant est ~~qu'il y ait~~

M. GOY. - Au surplus, l'envoi d'avis d'amortissement aux titulaires de certificats nominatifs est une formalité qui constituait, de la part des Compagnies, un geste purement gracieux qu'en droit elles n'étaient nullement tenues de faire.

C'est aux propriétaires de certificats nominatifs qu'il incombe de vérifier sur les listes de tirage si leurs titres ont été amortis.

Les Compagnies avaient d'ailleurs, ainsi que je viens de vous le dire, suspendu l'envoi de ces avis d'amortissement pendant la guerre 1914-1918, et je trouve tout à fait normal qu'on le suspende à nouveau maintenant. Le personnel est réduit et il convient d'alléger sa tâche.

Mais j'insiste seulement, car il n'y est pas fait allusion dans la note, pour qu'on continue à mentionner sur les certificats, lorsqu'ils sont présentés aux échéances pour le paiement des intérêts les amortissements qui ont pu se produire.

M. LE PRESIDENT. - Nous prenons note de votre observation.